

Art. 8. § 1. Artikel 40, § 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met "op initiatief van de rector".

§ 2. Artikel 40, § 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Als de Raad van de betrokken faculteiten, scholen, instituten of interfacultaire centra van oordeel is dat een of meer vacante cursussen maar aan een of meer gewone hoogleraars, buitengewone hoogleraars, hoogleraars, docenten van de universiteit of het universitair centrum kunnen worden toegewezen, kan de raad van bestuur afzien van de oproep tot de kandidaten".

§ 3. Artikel 40, § 4, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. § 1. In artikel 41, § 2, van hetzelfde besluit wordt "doet daarna een voorstel" vervangen door "neemt daarna een beslissing".

§ 2. Artikel 41, § 4, wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 42 van hetzelfde besluit wordt "voorstellen" vervangen door "beslissingen".

Art. 11. In artikel 43, 3e lid van hetzelfde besluit wordt "voorstel" vervangen door "beslissing".

Art. 12. In artikel 45, 1e lid van hetzelfde besluit wordt "voorstel" vervangen door "beslissing".

Art. 13. Het koninklijk besluit van 9 juli 1984 houdende organiek reglement van de "Faculté des sciences agronomiques de Gembloux", gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 juli 1986 en 27 april 1987, wordt opgeheven.

Art. 14. De voor het universitair onderwijs bevoegde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, behoudens de art. 1 t/m 8 en 13, die op 1 september 1995 van kracht worden.

Brussel, 11 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 95 - 2409

[S - C - 29438]

**19 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant création d'un Conseil de l'Education aux Médias  
et assurant la reconnaissance de Centres de ressources en matière d'Education aux Médias**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 décembre 1990, relatif à la formation continuée et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des Centres psycho-médico-sociaux;

Vu le décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel de l'enseignement secondaire;

Vu le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire;

Vu le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

Vu le protocole des Comités de Secteur IX Enseignement-Communauté française et du Comité des Services publics provinciaux et locaux-Secteur II, en date du 5 avril 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1er;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité d'organiser dès l'année scolaire 1995-1996 une formation aux médias dans les établissements d'enseignement fondamental et secondaire et de préparer à cette tâche les membres du personnel enseignant en organisant à leur intention des modules de formation continuée;

Vu l'accord du Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions, en date du 6 avril 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. - Du Conseil de l'Education aux Médias**

**Article 1er.** Il est créé un Conseil de l'Education aux médias de la Communauté française ayant pour mission :

1° de fournir des avis et de formuler des propositions en matière d'Education aux Médias, d'initiative où à la demande du Ministre du Gouvernement de la Communauté française, chargé de l'Education, des Médias, et en particulier sur les questions suivantes :

- définition des priorités en matière d'éducation aux médias; il lui appartient à cet égard de tracer les grandes orientations en concordance avec les objectifs généraux de l'enseignement; et par conséquent en liaison avec le Conseil de l'Education et de l'enseignement, les Conseils généraux de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement fondamental, avec le Conseil supérieur de l'Enseignement spécial et avec le Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur pédagogique;

- intégration de l'Education aux Médias dans les programmes de formation initiale à destination des enseignants; à cet effet, il agira en étroite collaboration avec les concepteurs de programmes de formation initiale dans chaque réseau d'enseignement;

- intégration de l'Education aux Médias dans les programmes de formation continuée à destination des enseignants; à cet effet, il agira en étroite collaboration avec les responsables des programmes de formation continuée au sein de chaque réseau d'enseignement;

- introduction de l'Education aux médias dans les matières obligatoires et les programmes d'enseignement, en concertation avec les différents réseaux;

2° de stimuler, notamment par le biais des Centres de ressources visés chapitre II, des actions, des recherches, des expériences pédagogiques, susceptibles de promouvoir et d'évaluer l'Education aux Médias;

3° d'évaluer la mise en oeuvre des actions des Centres de ressources en fonction des moyens qui leur sont alloués;  
4° de favoriser la coopération entre les Centres de ressources, les centres de distribution, les Médias et les associations concernées par l'Education aux Médias.

**Art. 2.** Le Conseil est composé de 20 membres au minimum et de 25 membres au maximum.

Les membres sont désignés par le Gouvernement parmi les organismes ou les catégories socio-professionnelles suivants :

- des représentants qualifiés des trois réseaux d'enseignement;
- des experts universitaires;
- des experts représentatifs du monde de l'éducation et des médias;
- un représentant de l'Administration du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;
- un représentant de l'Administration générale de l'Audiovisuel;
- un représentant de la RTBF;
- un représentant de la presse écrite.

Le Gouvernement désigne, en outre, des représentants du ou des Ministres ayant l'Education, l'Audiovisuel et la Formation dans leurs attributions, qui siègent avec voix consultative.

Le mandat des membres est de quatre ans, renouvelable deux fois maximum.

**Art. 3.** Le Président du Conseil est désigné par le Gouvernement.

Le Secrétaire du Conseil est désigné par le Ministre qui a l'Education dans ses attributions parmi les personnes justifiant d'une expérience dans les domaines pédagogique ou de l'Education aux Médias.

Il bénéficiera d'un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement pour une période d'un an, renouvelable.

Le Secrétariat de la Commission est rattaché administrativement au Secrétariat général du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

**Art. 4.** Le Conseil de l'Education aux Médias arrête, sous l'approbation du Gouvernement, son règlement d'ordre intérieur.

**Art. 5.** Au cours du dernier trimestre de l'année civile, le Conseil établit et transmet au Gouvernement et aux Conseils visés à l'article 1er, 1<sup>er</sup> tiret, un rapport annuel portant sur les activités de l'année scolaire écoulée.

**Art. 6.** Un budget annuel est consacré au financement du Conseil de l'Education aux médias : ce budget comprend notamment le traitement du Secrétaire et les frais de fonctionnement du Secrétariat.

#### CHAPITRE II. – Des Centres de ressources de l'Education aux Médias

**Art. 7.** Sont reconnus comme Centres de ressources pour l'Education aux Médias les trois institutions suivantes :

- 1° pour l'enseignement organisé par la Communauté française : le Centre d'auto-formation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française;
- 2° pour l'enseignement officiel subventionné : le Centre audiovisuel de la Ville de Liège;
- 3° pour l'enseignement libre confessionnel subventionné; l'ASBL Média-Animation.

**Art. 8.** Les Centres de ressources visés à l'article 7 ont pour mission de concevoir et de promouvoir des actions de formation en cours de carrière pour les personnels des enseignements fondamental et secondaire.

Dans le cadre de leur mission, les dits Centres :

1° apportent leur concours à la formation de formateurs en Education aux Médias et élaborent des programmes de formation continuée à l'intention des membres du personnel enseignant des enseignements fondamental, secondaire et supérieur pédagogique;

2° veillent à une bonne information des directeurs d'école, des membres de l'inspection, des responsables pédagogiques des réseaux, des utilisateurs et des différentes associations concernées;

3° préparent et animent des réunions de travail dans les établissements scolaires, dans le cadre d'un projet pédagogique;

4° prêtent des documents, le cas échéant en coordination avec les Centres de distribution, en particulier avec la Médiathèque de la Communauté française et la Cinémathèque du Ministère de l'Education et de la Formation;

5° produisent des documents à l'intention des bénéficiaires d'une formation continuée dans le domaine de l'Education aux Médias et mettent à la disposition des enseignants formés la documentation et le matériel nécessaires;

6° prêtent aux écoles, si cela s'avère nécessaire, du matériel complémentaire à celui dont elles disposent déjà;

7° se livrent, sous l'égide du Conseil de l'Education aux médias visé au chapitre Ier, à toutes recherches susceptibles de promouvoir l'éducation aux médias;

8° coordonnent des actions pédagogiques avec d'autres organismes concernés par l'Education aux Médias.

**Art. 9.** Un budget annuel est consacré au financement partiel des trois Centres de ressources visés à l'article 7.

Il comprend les rémunérations d'un chargé de mission au moins par centre et un montant consacré à des dépenses d'équipement et de fonctionnement.

Un tiers de ce budget est réparti au prorata de la population scolaire des différents réseaux d'enseignement.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature .

**Art. 11.** Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,  
Ph. MAHOUX

## VERTALING

N. 95 - 2409

[S - C - 29438]

**19 MEI 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
houdende oprichting van een Raad voor Media-opvoeding  
en erkenning van documentatiecentra voor Media-opvoeding**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding van de personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974 en bij het koninklijk besluit 456 d.d. 19 september 1986;

Gelet op het decreet van 16 juli 1993 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van het secundair onderwijs;

Gelet op het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

Gelet op het decreet van 14 maart 1995 ter bevordering van het welslagen in het basisonderwijs;

Gelet op het protocol d.d. 5 april 1995 van sectorcomité IX en van afdeling II van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, in gemeenschappelijke vergadering;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzaak, vanaf het schooljaar 1995-1996 in media-opvoeding te voorzien in het basisonderwijs en het secundair onderwijs en de leerkrachten die taak voor te bereiden via modules voor voortgezette opleiding;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met de Begroting d.d. 6 april 1995;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 mei 1995,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - Raad voor Media-opvoeding

**Artikel 1.** Een raad voor media-opvoeding in de Franse Gemeenschap wordt opgericht met als opdracht :

1° adviezen te verstrekken en voorstellen uit te werken inzake media-opvoeding, op eigen initiatief of op aanvraag van de met Onderwijs en Media belaste Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap, o.m. inzake :

- de prioriteiten voor de media-opvoeding; de Raad moet de grote oriënteringen aangeven, overeenkomstig de algemene doeleinden van het onderwijs, en dus in samenwerking met de raad voor opvoeding en onderwijs, de algemene raden van het secundair en het basisonderwijs, de hoge raad voor het buitengewoon onderwijs en de hoge raad voor het pedagogisch hoger onderwijs;

- de integratie van de media-opvoeding in de leerplannen voor initiële opleiding van de leerkrachten, in nauwe samenwerking met de ontwerpers van de leerplannen voor initiële opleiding in elk onderwijsnet;

- de integratie van de media-opvoeding in de leerplannen voor voortgezette opleiding van de leerkrachten, in nauwe samenwerking met de verantwoordelijken voor de leerplannen voor voortgezette opleiding in elk onderwijsnet;

- invoering van de media-opvoeding in de verplichte leerstof en de onderwijsleerplannen, in overleg met de verschillende netten;

2° o.m. via de centra bedoeld in hoofdstuk II, actie, onderzoek en experimenten op pedagogisch gebied te stimuleren om de media-opvoeding te bevorderen en te evalueren;

3° de acties van de centra te evalueren, rekening houdend met de eraan toegekende middelen;

4° de samenwerking tussen die centra, de distributiecentra, de media en de bij de media-opvoeding betrokken verenigingen te begunstigen.

**Art. 2.** De Raad bestaat uit ten minste 20 en ten hoogste 25 leden. De leden worden door de Regering aangewezen onder de volgende instellingen en sociale en beroeps categorieën :

- bevoegde vertegenwoordigers van de 3 onderwijsnetten;

- experts van de universiteiten;

- experts inzake opvoeding en media;

- een vertegenwoordiger van het bestuur van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;

- een vertegenwoordiger van het algemeen bestuur audiovisuele media;

- een vertegenwoordiger van de RTBF;

- een vertegenwoordiger van de geschreven pers.

Bovendien wijst de Regering vertegenwoordigers aan van de Minister(s) bevoegd voor onderwijs, audiovisuele media en vorming; zij hebben raadgevende stem.

Het mandaat van de leden duurt 4 jaar en kan tweemaal vernieuwd worden.

**Art. 3.** De voorzitter van de raad wordt door de Regering aangesteld. De secretaris van de Raad wordt aangesteld door de voor Onderwijs bevoegde Minister, onder de personen die het bewijs leveren van ervaring inzake opvoedkunde of media-opvoeding. Hij krijgt verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs, voor een vernieuwbare periode van één jaar.

Administratief wordt het secretariaat van de commissie verbonden aan het algemeen secretariaat van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

**Art. 4.** De raad voor media-opvoeding maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het de Regering ter goedkeuring voor.

**Art. 5.** In het laatste kwartaal van het kalenderjaar maakt de Raad, ter intentie van de Regering en van de in artikel 1, 1°, 1e gedachtenstreep, bedoelde Raden, een jaarverslag op betreffende de activiteit in het afgelopen schooljaar.

**Art. 6.** Een jaarlijkse begroting financiert de raad voor media-opvoeding : ze omvat o.m. de wedde van de secretaris en de werkingskosten van het secretariaat.

**HOOFDSTUK II. - De documentatiecentra voor media-opvoeding**

**Art. 7.** Als documentatiecentra voor media-opvoeding worden erkend :

1. voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap : "Centre d'auto-formation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française";
2. voor het officieel gesubsidieerd onderwijs : "Centre audiovisuel de la Ville de Liège";
3. voor het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs : "A.S.B.L. Média-Animation".

**Art. 8.** De in artikel 7 bedoelde documentatiecentra moeten acties uitwerken en bevorderen voor de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van het basis- en secundair onderwijs.

Om die opdracht te vervullen moeten ze :

- 1° bijdragen tot de vorming van opleiders inzake media-opvoeding en opleidingsprogramma's uitwerken met het oog op de voortgezette opleiding van leerkrachten van het basisonderwijs, het secundair en het pedagogisch hoger onderwijs;
- 2° de schooldirecteurs, leden van de inspectie, pedagogische verantwoordelijken van de netten, gebruikers en betrokken organisaties degelijk voorlichten;
- 3° werkvergaderingen voorbereiden en leiden in de scholen binnen het kader van een pedagogisch project;
- 4° documenten uitleenen, eventueel in coördinatie met de distributiecentra, o.m. "Médiathèque de la Communauté française" en "Cinémathèque du Ministère de l'Éducation et de la Formation";
- 5° documenten produceren voor hen die een voortgezette opleiding genieten inzake media-opvoeding, en de opgeleide leerkrachten de documentatie en het materieel bezorgen die zij behoeven;
- 6° de scholen desnoods bijkomend materiaal bezorgen;
- 7° onder de leiding van de raad voor media-opvoeding, bedoeld in hoofdstuk I, alle onderzoeken verrichten die de media-opvoeding kunnen bevorderen;
- 8° de pedagogische acties met andere bij de media-opvoeding betrokken instellingen coördineren.

**Art. 9.** Een jaarlijkse begroting voorziet in gedeeltelijke financiering van de 3 in artikel 7 bedoelde centra. Ze omvat de wedde van ten minste één opdrachthouder per centrum en een bedrag voor werking en uitrusting. Eén derde van de begroting wordt verdeeld naar rato van de schoolbevolking van de resp. onderwijsnetten.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 11.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,  
Ph. MAHOUX

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE - BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 95 - 2410

[C - WIN - 31379]

**9 MAI 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française réglant à titre transitoire la situation du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française transféré à la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret II du 19 juillet 1993 du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III du 22 juillet 1993 de l'Assemblée de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté 92/253 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté 92/254 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;